

JEUDI 4 MARS 2021

L'ECONOMISTE



Entreprise Certifiée Qualité
ISO 9001
version 2015
Système de Management de la Qualité
certifié ISO 9001 version 2015 par
BUREAU VERITAS MAROC

LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Efforts

COMMENT situer le pays à quelques mois des législatives? Voilà une question existentielle qui s'impose à la veille de l'inévitable exercice d'évaluation des politiques publiques et des bilans gouvernementaux. Quitte à prendre à rebrousse-poil les adeptes de défaitisme et autres prophéties de malheur, commençons par rappeler que le Maroc n'est pas à plaindre dans beaucoup de domaines. Même si la vitesse de diffusion n'est pas homogène, la distribution des richesses étant inégalement répartie tant géographiquement que spatialement, la mobilisation pour transformer le pays, renforcer l'infrastructure de base et/ou de transport, proposer des plans B pour atténuer les effets d'une crise mondiale sans précédent, est une réalité. L'on peut même raisonner par élimination en s'imaginant ce que la situation aurait pu être sans cette volonté. Au-delà, il y a aussi la prise de conscience que le modèle de développement n'est pas viable en l'état et qu'il faut le changer.

La première raison d'espérer: la foi en le capital humain. Foi que vient confirmer plusieurs initiatives (dont L'Economiste se fait écho régulièrement) qui tentent de replacer le pays dans la bataille de la recherche et de la connaissance, enjeux majeurs pour la compétitivité. La deuxième réside dans la qualité des relations entre les institutions publiques et le secteur privé et la conviction de l'indispensable convergence des objectifs économiques. Là aussi les relations sont perfectibles, mais restent solides.

Entendons-nous bien encore une fois: il ne s'agit pas de pousser sous le tapis les problèmes sociaux bien réels, les poches d'inégalités et de précarité, la crise du non-renouvellement politique... Qu'il y ait même des critiques est fortement souhaité et pourrait éviter une autre dérive, celle de l'autosatisfaction malade et ankylosante. Mais ce n'est en aucun cas un prétexte pour ne pas saluer les efforts pour s'en sortir. Car il y en a. □

Mohamed BENABID

Lois électorales

Détails des amendements

- Le nouveau coefficient sème la discorde dans la classe politique
- Le seuil électoral de 3% disparaît
- Le volet financement pour élargir le cercle des bénéficiaires



Voir pages 2 & 3

Anti-blanchiment Les «failles»

LE dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux a été renforcé au cours des dernières années. Mais ces points faibles entraînent la mise du Royaume sur la liste grise du GAFI. Le Maroc est largement conforme avec 21 recommandations et partiellement avec 12 autres. En revanche, il a été jugé non conforme aux normes du GAFI qui traitent des sanctions financières, de la

transparence et bénéficiaires effectifs des constructions juridiques et des passeurs de fonds. Les insuffisances seront en partie corrigées dans le projet de réforme. Le Maroc aura l'occasion de montrer ses efforts d'ici la fin de l'année. Un deuxième rapport de suivi amélioré devant être soumis à la 33e réunion plénière du GAFIMOAN en novembre prochain. □

Voir page 6

Il y a 30 ans

Voir page 23

Gestion des mers: Urgence d'une stratégie réfléchie

Voir pages 4 & 5

Sale temps pour la riziculture

Voir page 8

Le Cercle des Experts



Par Jawad KERDOUDI

Relations Maroc-Union européenne Quels enjeux?

Voir pages 20 & 21

Les épices de l'Oriental à la conquête du monde

Voir pages I à IV